

§ 2. Le Gouvernement flamand autorise le Crédit communal de Belgique à verser les droits de tirage au compte des provinces.

Elle autorise la libération

1° d'avances :

— jusqu'à concurrence de 25 % du montant accordé, dès réception d'une copie certifiée conforme de l'ordre d'entamer les travaux;

— jusqu'à concurrence de 75 % du montant accordé, lorsqu'il ressort des états d'avancement des travaux et des factures de l'entrepreneur y afférentes que 60 % des travaux prévus sont exécutés et que 60 % du coût, T.V.A. incluse, sont dus;

2° du solde restant, sur présentation des pièces justificatives nécessaires, à savoir le décompte final complet et le procès-verbal de réception provisoire des travaux.

Pour ce qui concerne les conventions de leasing et de promotion, le gouverneur de province autorise le Crédit communal de Belgique à verser les droits de tirage au compte des communes sur présentation d'une copie certifiée conforme du procès-verbal de réception provisoire des travaux et du dossier de clôture.

En ce qui concerne l'acquisition d'un bien immeuble, le gouverneur de province autorise le Crédit communal de Belgique à verser les droits de tirage au compte des communes, sur présentation d'une copie certifiée conforme de l'acte d'acquisition du bien immeuble ou du jugement du tribunal portant l'expropriation par voie judiciaire. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 1995.

Art. 3. Le Ministre flamand ayant les administrations subordonnées dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 1er juin 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Travaux publics,
de l'Aménagement du Territoire et des Affaires intérieures,
T. KELCHTERMANS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTRE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 95 — 2408

[S - C - 29284]

11 AVRIL 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 23 octobre 1967 portant règlement général des universités et des centres universitaires de l'Etat

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 28 avril 1953 concernant l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, modifiée par les lois du 11 février 1957, 3 mars 1958, 1er août 1960, 14 décembre 1960, 4 mars 1963, 21 mars 1964, 6 juillet 1964, 9 avril 1965, 22 avril 1965, 20 juin 1966, 9 juin 1969, 16 juillet 1970, 24 mars 1971, 13 avril 1971, 28 mai 1971, 27 juillet 1971, 30 juillet 1973, 5 janvier 1976, 28 juillet 1977, les décrets du 1er août 1978 et 4 avril 1980, l'arrêté royal n° 46 du 10 juin 1982, l'arrêté royal n° 81 du 31 juillet 1982, les arrêtés royaux n° 167 et 171 du 30 décembre 1982, n° 272 du 31 décembre 1983, le décret du 27 novembre 1984 et la loi du 21 juin 1985, notamment les articles 16, 18, 19bis, 51bis et 64, la loi du 1er août 1988, la loi du 4 janvier 1989, le décret du 27 décembre 1993 et le décret du 10 avril 1995;

Vu l'arrêté royal du 23 octobre 1967 portant règlement général des universités et centres universitaires de l'Etat modifié par les arrêtés royaux des 4 août 1970, 14 septembre 1971, 14 décembre 1973, 14 janvier 1974, 15 décembre 1978, 31 août 1981, 21 avril 1982, 21 avril 1987, 28 août 1989 et 17 février 1995;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin et 4 juillet 1989;

Considérant qu'un fonctionnement efficace des institutions universitaires de la Communauté française nécessite que les dispositions du présent arrêté soient prises au plus tôt;

Vu l'urgence;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 10 avril 1995,

Arrête :

Article 1er. L'article 1er de l'arrêté royal du 23 octobre 1967 portant règlement général des universités et des centres universitaires de l'Etat est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1er. Le présent arrêté est applicable à l'Université de Liège, à l'Université de Mons-Hainaut et à la Faculté universitaire des sciences agronomiques de Gembloux. »

Art. 2. L'article 18 du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté royal du 21 avril 1987, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 18. § 1er. Dans le courant du mois d'avril qui précède l'expiration du mandat de l'administrateur en fonction, un appel aux candidats est publié au *Moniteur belge* à l'initiative du recteur. »

Les candidats disposent d'un délai de trente jours, à dater de la publication de l'avis au *Moniteur belge*, pour introduire leur requête auprès du recteur et présenter leurs titres.

§ 2. En vue de l'élection de l'administrateur, le conseil d'administration se réunit dans le courant du mois de juin. Est élu le candidat qui obtient le plus grand nombre de voix.

§ 3. En vue de la ratification par le Gouvernement, de l'élection de l'administrateur, le résultat de l'élection est communiqué au Ministre qui a l'Enseignement universitaire dans ses attributions avant le 1er juillet.

§ 4. L'administrateur élu entre en fonction à la même date que le recteur et le vice-recteur, »

Art. 3. L'article 20 du même arrêté, introduit par l'arrêté royal du 21 avril 1987, est abrogé.

Art. 4. L'article 23, 9°, du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté royal du 21 avril 1987, est remplacé par la disposition suivante :

« 9° prépare et exécute les décisions du conseil d'administration prévues à l'article 18, § 1er, 1°, 2°, 5° et 7° de la loi du 28 avril 1953 ainsi que celles prises en vertu des dispositions du chapitre III de la même loi et transmet ces décisions au Ministre qui a l'enseignement universitaire dans ses attributions dans le cas prévu au dernier alinéa de la même disposition; »

Art. 5. L'article 24 du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté royal du 21 avril 1987, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 24. Dans le cadre des attributions prévues par la loi, l'administrateur :

1° prépare et exécute les décisions du conseil d'administration prévues à l'article 18, § 1er, 3°, 4° et 6°, de la loi du 28 avril 1953;

2° exécute la partie administrative des décisions du conseil d'administration prévues à l'article 18, § 1er, 1° et 2°, de la loi du 28 avril 1953 ainsi que de celles prises en vertu des dispositions du chapitre III de la même loi;

3° prépare l'avant-projet de budget et les éléments de contrôle budgétaire, que le recteur soumet au conseil d'administration après concertation avec l'administrateur;

4° fait rapport, chaque trimestre, au conseil d'administration sur les décisions prises par délégation conformément à l'article 18, § 2, dernier alinéa de la loi du 28 avril 1953. »

Art. 6. L'article 25 du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté royal du 21 avril 1987, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 25. Le recteur peut donner délégation aux membres du conseil d'administration ainsi qu'à des membres du personnel administratif; aux conditions et dans les limites que le conseil d'administration détermine, en ce qui concerne les attributions prévues aux 3° et 7° de l'article 23. Le recteur peut également charger l'administrateur de soumettre l'avant-projet de budget au conseil d'administration.

L'administrateur peut, dans les mêmes conditions et limites, donner pareille délégation aux membres du personnel administratif; en ce qui concerne les attributions prévues à l'article 24, 1°.

En cas de nécessité, le recteur et l'administrateur peuvent en outre donner délégation pour la signature de certains documents ou d'une correspondance déterminée.

Toutes les délégations sont données sous leur responsabilité et sont toujours révocables. »

Art. 7. Les articles 34 à 39 du même arrêté sont abrogés.

Art. 8. § 1er. L'article 40 § 1er du même arrêté est complété par les mots « à l'initiative du recteur ».

§ 2. L'article 40, § 3, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Si le Conseil des facultés, écoles, instituts ou centres inter-facultaires intéressés estiment que un ou plusieurs des cours vacants ne peuvent être attribués qu'à un ou plusieurs professeurs ordinaires, professeurs extraordinaires, professeurs chargés de cours de l'Université ou du centre universitaire, le conseil d'administration peut décider que l'appel aux candidats n'aura pas lieu. »

§ 3. L'article 40 § 4, 2ème alinéa, du même arrêté, est abrogé.

Art. 9. § 1er. A l'article 41 § 2 du même arrêté, les mots « fait ensuite une proposition » sont remplacés par les mots « prend ensuite une décision ».

§ 2. Le § 4 de l'article 41 du même arrêté est abrogé.

Art. 10. A l'article 42 du même arrêté, le mot « propositions » est remplacé par le mot « décisions ».

Art. 11. A l'article 43, 3ème alinéa, du même arrêté, le mot « proposition » est remplacé par le mot « décision ».

Art. 12. A l'article 45, alinéa 1er, du même arrêté, le mot « proposition » est remplacé par le mot « décision ».

Art. 13. L'arrêté royal du 9 juillet 1984 portant règlement organique de la faculté des sciences agronomiques de l'Etat à Gembloux, modifié par l'arrêté royal du 7 juillet 1986 et l'arrêté royal du 27 avril 1987, est abrogé.

Art. 14. Le Ministre ayant l'enseignement universitaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* à l'exception des articles 1^{er} et 8 à 13 qui entrent en vigueur le 1er septembre 1995.

Bruxelles, le 11 avril 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

M. LEBRUN

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 95 – 2408

[S – C – 29284]

11 APRIL 1995. – Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 oktober 1967 houdende algemeen reglement van de rijksuniversiteiten en rijksuniversitaire centra

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het hoger onderwijs door de Staat, gewijzigd bij de wetten van 11 februari 1957, 3 maart 1958, 1 augustus 1960, 14 december 1960, 4 maart 1963, 21 maart 1964, 6 juli 1964, 9 april 1965, 22 april 1965, 20 juni 1966, 9 juni 1969, 16 juli 1970, 24 maart 1971, 13 april 1971, 28 mei 1971, 27 juli 1971, 30 juli 1973, 5 januari 1976, 28 juli 1977, de decreten d.d. 1 augustus 1978 en 4 april 1980, de koninklijke besluiten 46 dd. 10 juni 1982, 81 d.d. 31 juli 1982, 167 en 171 d.d. 30 december 1982, 272 d.d. 31 december 1983, het decreet d.d. 27 november 1984 en de wet d.d. 21 juni 1985, inzonderheid de artikelen 16, 18, 19bis, 51bis en 64, de wetten van 1 augustus 1988 en 4 januari 1989, het decreet d.d. 27 december 1993 en het decreet d.d. 10 april 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 oktober 1967 houdende algemeen reglement van de rijksuniversiteiten en rijksuniversitaire centra gewijzigd bij koninklijke besluiten van 4 augustus 1970, 14 september 1971, 14 december 1973, 14 januari 1974, 15 december 1978, 31 augustus 1981, 21 april 1982, 21 april 1987, 28 augustus 1989 en 17 februari 1995;

Gelet op de dringende noodzaak, de bepalingen van dit besluit te treffen om de doelmatige werking van de universitaire instellingen van de Franse Gemeenschap te waarborgen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni en 4 juli 1981;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de beraadslaging d.d. 10 april 1995 van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van bovenbedoeld besluit van 23 oktober 1967 wordt vervangen als volgt :

"Art. 1. Dit besluit is toepasselijk op volgende instellingen : "Université de Liège, Université de Mons - Hainaut, Faculté des sciences agronomiques de Gembloux".

Art. 2. Artikel 18 van datzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 21 april 1987, wordt vervangen als volgt :

"Art. 18. § 1. In de maand april voor het verstrijken van het mandaat van de fungerende beheerder publiceert het *Belgisch Staatsblad*, op initiatief van de rector, een oproep tot de kandidaten. Vanaf de bekendmaking van dat bericht beschikken de kandidaten over 30 dagen om hun verzoekschrift bij de rector in te dienen en hun titels te laten gelden.

§ 2. De raad van bestuur komt in juni bijeen om de beheerder te verkiezen. De kandidaat die het grootste aantal stemmen bekomt, is verkozen.

§ 3. Ter bekrachtiging van die verkiezing door de Regering wordt de uitslag voor 1 juli meegedeeld aan de Minister, bevoegd voor het universitair onderwijs.

§ 4. De verkozen beheerder neemt zijn functie op terzelfdertijd als de rector en de vice-rector".

Art. 3. Artikel 20 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij koninklijk besluit van 21 april 1987, wordt opgeheven.

Art. 4. Artikel 23, 9° van hetzelfde besluit, gewijzigd bij voormeld besluit van 21 april 1987, wordt vervangen als volgt :

"9° staat in voor de voorbereiding en uitvoering van de beslissingen van de raad van bestuur, bedoeld in artikel 18, § 1, 1°, 2°, 5° en 7° van de wet van 28 april 1953 of genomen krachtens hoofdstuk III van die wet, en zendt ze over aan de voor het universitair onderwijs bevoegde Minister in het geval bedoeld in het laatste lid van diezelfde bepaling".

Art. 5. Artikel 24 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij voormeld besluit van 21 april 1987, wordt vervangen als volgt :

"Art. 24. In het kader van de wettelijke bevoegdheden :

1° staat de beheerder in voor de voorbereiding en uitvoering van de beslissingen van de raad van bestuur bepaald in artikel 18, § 1, 3°, 4° en 6° van de wet van 28 april 1953;

2° voert hij het administratief gedeelte uit van de beslissingen van de raad van bestuur, bedoeld in artikel 18, § 1, 1° en 2°, van de wet van 28 april 1953 of genomen krachtens hoofdstuk III van die wet;

3° maakt hij het voorontwerp van begroting en de stukken voor de begrotingscontrole op, die de rector na overleg met de beheerder aan de raad van bestuur voorlegt;

4° brengt hij elk kwartaal verslag uit bij de raad van bestuur over de beslissingen genomen ingevolge een overdracht van bevoegdheid, overeenkomstig artikel 18, § 2, laatste lid van de wet van 28 april 1953".

Art. 6. Artikel 25 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij voormeld besluit van 21 april 1987, wordt hersteld als volgt :

"Art. 25. De rector kan bevoegdheden, bedoeld in artikel 23, 3° en 7° overdragen aan leden van de raad van bestuur en van het administratief personeel, op voorwaarden en binnen de perken die de raad van bestuur bepaalt. De rector kan de beheerder gelasten, het voorontwerp van begroting aan de raad van bestuur voor te leggen.

Op die voorwaarden en binnen die perken kan de beheerder bevoegdheden, bedoeld in art. 24, 1°, overdragen aan leden van het administratief personeel.

In geval van noodzaak kunnen de rector en de beheerder de bevoegdheid overdragen om bepaalde stukken of brieven te tekenen.

Al die overdrachten gebeuren op hun verantwoordelijkheid en kunnen steeds herroepen worden. »

Art. 7. De artikelen 34 t/m. 39 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 8. § 1. Artikel 40, § 1 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met "op initiatief van de rector".

§ 2. Artikel 40, § 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"§ 3. Als de Raad van de betrokken faculteiten, scholen, instituten of interfacultaire centra van oordeel is dat een of meer vacante cursussen maar aan een of meer gewone hoogleraars, buitengewone hoogleraars, hoogleraars, docenten van de universiteit of het universitair centrum kunnen worden toegewezen, kan de raad van bestuur afzien van de oproep tot de kandidaten".

§ 3. Artikel 40, § 4, 2e lid, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 9. § 1. In artikel 41, § 2, van hetzelfde besluit wordt "doet daarna een voorstel" vervangen door "neemt daarna een beslissing".

§ 2. Artikel 41, § 4, wordt opgeheven.

Art. 10. In artikel 42 van hetzelfde besluit wordt "voorstellen" vervangen door "beslissingen".

Art. 11. In artikel 43, 3e lid van hetzelfde besluit wordt "voorstel" vervangen door "beslissing".

Art. 12. In artikel 45, 1e lid van hetzelfde besluit wordt "voorstel" vervangen door "beslissing".

Art. 13. Het koninklijk besluit van 9 juli 1984 houdende organiek reglement van de "Faculté des sciences agronomiques de Gembloux", gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 7 juli 1986 en 27 april 1987, wordt opgeheven.

Art. 14. De voor het universitair onderwijs bevoegde Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking op de datum van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, behoudens de art. 1 t/m 8 en 13, die op 1 september 1995 van kracht worden.

Brussel, 11 april 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

F. 95 - 2409

[S - C - 29438]

**19 MAI 1995. - Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
portant création d'un Conseil de l'Education aux Médias
et assurant la reconnaissance de Centres de ressources en matière d'Education aux Médias**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 24 décembre 1990, relatif à la formation continuée et à la formation complémentaire des membres du personnel de certains établissements d'enseignement et des Centres psycho-médico-sociaux;

Vu le décret du 16 juillet 1993 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel de l'enseignement secondaire;

Vu le décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire;

Vu le décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental;

Vu le protocole des Comités de Secteur IX Enseignement-Communauté française et du Comité des Services publics provinciaux et locaux-Secteur II, en date du 5 avril 1995;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3 § 1er;

Vu l'urgence, motivée par la nécessité d'organiser dès l'année scolaire 1995-1996 une formation aux médias dans les établissements d'enseignement fondamental et secondaire et de préparer à cette tâche les membres du personnel enseignant en organisant à leur intention des modules de formation continuée;

Vu l'accord du Ministre du Gouvernement de la Communauté française ayant le budget dans ses attributions, en date du 6 avril 1995;

Sur la proposition du Ministre de l'Education;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 1995,

Arrête :

CHAPITRE Ier. - Du Conseil de l'Education aux Médias

Article 1er. Il est créé un Conseil de l'Education aux médias de la Communauté française ayant pour mission :

1° de fournir des avis et de formuler des propositions en matière d'Education aux Médias, d'initiative où à la demande du Ministre du Gouvernement de la Communauté française, chargé de l'Education, des Médias, et en particulier sur les questions suivantes :

- définition des priorités en matière d'éducation aux médias; il lui appartient à cet égard de tracer les grandes orientations en concordance avec les objectifs généraux de l'enseignement; et par conséquent en liaison avec le Conseil de l'Education et de l'enseignement, les Conseils généraux de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement fondamental, avec le Conseil supérieur de l'Enseignement spécial et avec le Conseil supérieur de l'Enseignement supérieur pédagogique;

- intégration de l'Education aux Médias dans les programmes de formation initiale à destination des enseignants; à cet effet, il agira en étroite collaboration avec les concepteurs de programmes de formation initiale dans chaque réseau d'enseignement;

- intégration de l'Education aux Médias dans les programmes de formation continuée à destination des enseignants; à cet effet, il agira en étroite collaboration avec les responsables des programmes de formation continuée au sein de chaque réseau d'enseignement;

- introduction de l'Education aux médias dans les matières obligatoires et les programmes d'enseignement, en concertation avec les différents réseaux;

2° de stimuler, notamment par le biais des Centres de ressources visés chapitre II, des actions, des recherches, des expériences pédagogiques, susceptibles de promouvoir et d'évaluer l'Education aux Médias;